

employés récemment par le *Financial Post*, c'est là le "SCANDALE CACHÉ" du Canada.

Contrairement au gouvernement australien, qui a institué il y a plusieurs années une commission nationale de la santé et de la sécurité en la chargeant expressément de créer les conditions devant entraîner une réduction du nombre d'accidents, le gouvernement canadien ne semble pas prendre conscience de l'horrible fardeau que représentent les douleurs, les souffrances et les pertes attribuables à un nombre toujours croissant d'accidents du travail. Nous exhortons le Comité à s'assurer que les divers ministres fédéraux, en collaboration avec leurs homologues provinciaux et de concert avec l'industrie, les syndicats et les travailleurs blessés, mettent sur pied un groupe d'étude mixte en le chargeant explicitement de définir des moyens pour réduire sensiblement le nombre d'accidents du travail. Bref, à moins que l'on donne aux Canadiens et Canadiennes invalides une infrastructure, des renseignements pertinents, des lois et des mécanismes garantissant le respect de ces dernières, pour mettre à leur portée un plus grand nombre d'emplois et atténuer ainsi leur désappointement, leurs douleurs et leur colère, leur isolement s'accroîtra, tandis que les attitudes et les perceptions actuelles se détérioreront.